

Extrait du rapport Richard :

Les enjeux de la maîtrise des dépenses publiques locales

Pierre Richard

Décembre 2006

e) L'intérêt d'une connaissance globale des dépenses par territoire

A l'enchevêtrement des compétences correspond un cloisonnement budgétaire et comptable qui n'offre ni au citoyen, ni au législateur une vision d'ensemble de l'action publique sur un territoire donné. Les projets annuels de performance annexés au projet de loi de finances font à peine mention du rôle clef joué par les collectivités territoriales dans certains secteurs. De même, l'évolution des effectifs de l'Etat est rarement discutée avec une mise en perspective globale des effectifs publics (Etat et collectivités territoriales).

Par territoire, les acteurs ne disposent pas d'outil de mesure complète de l'action publique. Une information qui paraît aussi simple que de savoir, pour un département ou une région donnée, le volume d'argent public, qui y est dépensé tous acteurs confondus, n'est pas disponible. Certes, construire cette information se heurte à des obstacles techniques non négligeables. En effet, dans la comptabilité de l'Etat, il n'existe pas de codification par territoire de la dépense et les crédits d'Etat ne sont pas tous déconcentrés. L'observatoire des territoires de la DIACT (délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires, ex-DATAR) a engagé une réflexion en ce domaine (cf. encadré *infra*). Cette initiative ne peut qu'être approuvée tant une vision consolidée au niveau territorial de la dépense publique paraît indispensable pour mieux la piloter et la maîtriser. Il paraît donc regrettable que ces travaux n'aient que peu progressé. Dès lors, dans l'attente d'un outil centralisé, une expérimentation au niveau d'une ou plusieurs régions de la consolidation de quelques indicateurs de dépenses ou d'effectifs par secteurs permettrait de mieux identifier les besoins en la matière de la part des collectivités comme de l'Etat.

Objectifs des travaux entrepris par la DIACT

La vision consolidée au niveau territorial des différentes composantes de la dépense publique reste à établir : on ne dispose pas aujourd'hui (à l'exception de quelques domaines comme l'éducation) d'un bilan annuel des parts respectives de l'Etat et des collectivités territoriales dans le financement des grandes fonctions au niveau régional ou local (recherche, transports, santé, action sociale, etc.). Des travaux ponctuels sont conduits dans certaines régions pour rapprocher les dépenses et les recettes réalisées dans la région par l'Etat, les collectivités territoriales et les administrations de sécurité sociale.

Au moment où se met en place une nouvelle étape de la décentralisation, il s'agit sur la base des travaux existants au niveau national et régional, d'engager une régionalisation progressive des comptes de l'Etat et des administrations de sécurité sociale, en sélectionnant les thèmes et les agrégats les plus pertinents pour lesquels des progrès rapides peuvent être obtenus.

Source : Programme de travail de l'observatoire des territoires de la DIACT pour 2005-2006.

Proposition n°12.: Constituer un outil de mesure de la dépense publique totale (Etat, sécurité sociale et collectivités) sur un territoire donné (par exemple régional). En attendant son élaboration, expérimenter dans une ou plusieurs régions, une approche consolidée de quelques postes de dépenses de l'Etat et des collectivités.